



Déclaration de la FSU 19 au CDEN du 5 octobre

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil Départemental de l'Éducation nationale,

Certes, dans les écoles, dans les collèges, dans les lycées, les personnels sont heureux de retrouver les élèves. Mais la « rentrée normale » dont parle Jean-Michel Blanquer n'est pas celle qu'ont vécue ces mêmes personnels. D'un protocole sanitaire drastique, nous sommes passés à un protocole réduit à peau de chagrin. A l'heure où l'épidémie est en pleine recrudescence, enseignants, équipes éducatives, agents territoriaux et directions naviguent à vue et demeurent livrés à eux-mêmes. De nombreuses zones d'ombre subsistent encore sur des situations concrètes qui font le quotidien des établissements scolaires. Problèmes d'organisations internes pour planifier la désinfection des locaux, éviter les brassages, gérer les cas contacts... Tout cela est énergivore et anxiogène. L'ambiguïté quant à la fiabilité des masques fournis par le ministère n'arrange en rien le climat maussade général.

Le discours officiel se plaît à parler de « rentrée dans la joie ». Sur le terrain, c'est pourtant bien la morosité qui domine, tant chez les élèves que chez les personnels. Le masque est une source de fatigue qu'il faut reconnaître : plus qu'une simple gêne, porté toute une journée il devient épuisant et il amoindrit la qualité des interactions interpersonnelles en cachant les visages. De plus, le protocole sanitaire entraîne de fait un appauvrissement des pratiques pédagogiques qui impacte le quotidien des enseignants et la motivation de leurs élèves.

On nous répondra en en appelant au bon sens, en nous opposant que le contexte est exceptionnel et qu'il demande à chacun des efforts. Ce discours, nous l'entendrions si tous les acteurs jouaient leur rôle. Alors qu'un des scénarios envisagés par Jean-Michel

Blanquer est l'alternance de cours en distanciel et en présentiel en cas de flambée de l'épidémie, les établissements, les enseignants, les élèves ont-ils été dotés du matériel numérique nécessaire ? Non. Ont-ils reçu une prime d'équipement ? Non.

La période de confinement a exacerbé les difficultés scolaires et creusé les inégalités. A-t-on recruté pour autant des enseignants supplémentaires pour aider les élèves les plus fragiles à se remettre à niveau ? Non. Dans notre académie, la Rectrice a fait le choix pour le premier degré d'utiliser la dotation complémentaire "Covid" (25 postes, 8 pour la Corrèze) pour répondre aux commandes ministérielles antérieures à la pandémie. Aucun poste d'enseignant spécialisé pour les élèves en difficulté. Aucun poste de remplaçant (et il y a déjà des absences non remplacées dans les écoles corréziennes). Pour combler le déficit d'enseignants, notre académie est l'une des rares, sinon la seule, à ne pas ouvrir la liste complémentaire pour le recrutement des professeurs des écoles, ouvrant la porte à la précarité par des recrutements de contractuels .

La rentrée 2019 avait été marquée par le suicide d'une directrice d'école. Dans un courrier bouleversant, Christine Renon expliquait son geste désespéré par des conditions de travail insupportables. Le Ministère avait alors lancé un chantier "direction d'école", porteur d'espoir d'amélioration des conditions d'exercice de leur mission pour des milliers de directrices et de directeurs. Mais les groupes de travail départementaux n'ont donné lieu qu'à une écoute polie, sans réponses concrètes en termes de revalorisation salariale ou de temps de décharge des directeurs. Au contraire leurs emplois du temps sont alourdis par des formations sur des mercredis et des visioconférences en soirées. Forte amertume chez les directeurs, pourtant aux premières loges -et trop souvent seuls- depuis le 12 mars dernier, date de l'annonce présidentielle de la fermeture des écoles.

Dans le second degré, le ministère a préféré miser sur les HSE plutôt que de recruter, demandant aux enseignants de travailler encore davantage et profitant opportunément du volume d'HSE non consommées pendant le confinement.

A-t-on recruté des Conseillers principaux d'éducation et des Assistants d'Education supplémentaires pour accueillir et encadrer les élèves en perte de repère ? Non.

A-t-on seulement penser à recruter pour pallier les futures et inévitables absences des collègues ? Non.

A-t-on allégé les programmes ? Non.

A-t-on recruté des agents techniques pour compenser la charge de travail supplémentaire qui leur incombe avec le protocole sanitaire, et pour assurer la continuité de leur service lors de leurs absences que le contexte rend très prévisibles ? Non.

Nous pourrions continuer à égrainer les questions tant le ministère ne semble pas avoir

retenu les leçons de la crise, pas plus qu'il ne semble se soucier de soulager les acteurs de terrain. Risquons-en une dernière. Qu'en est-il des masques transparents, appelés parfois masques inclusifs, nécessaires pour certains élèves (malentendants, TSA...) mais aussi pour certains personnels (eux-mêmes malentendants) ? Sur le même sujet, nous demandons un plan d'urgence pour accueillir correctement tous les enfants en situation de handicap. Nous devons en finir avec la seule référence au coût que représentent les accompagnants et réfléchir uniquement en fonction des besoins de ces enfants et de l'apport que représentent les accompagnants pour les élèves qu'ils suivent, pour les autres enfants des classes concernées et pour les enseignants. Nous nous étonnons de la baisse significative de 20% concernant les accords au sujet des demandes d'accompagnement humain que rapporte la MDPH de la Corrèze lors de son intervention à la CDCA de septembre. L'explication donnée laisse à réfléchir. Nous réaffirmons qu'aux yeux de la FSU l'indépendance stricte entre organisme payeur (le MENJS) et organisme prescripteur (la MDPH) est seule garante que le droit des enfants en situation de handicap soit respecté.

Enfin, si l'on tient compte des promesses de revalorisation qui tournent à la farce, du retour sur le devant de la scène de la réforme des retraites si préjudiciable au corps enseignant et aux fonctionnaires, et de la pression mise sur les équipes à qui on demande d'anticiper un deuxième confinement, il devient difficile à moins de manier l'antiphrase de parler de « rentrée dans la joie ».

Merci pour votre attention.